

pétrolière (un forage en mer peut coûter au-delà de trente millions de dollars, selon la profondeur et les conditions de travail), il est frappant de noter que les projets de PCAI n'ont pris, en moyenne, que trois à six mois à mettre en chantier, ce qui se compare avantageusement avec les longs délais requis par les grandes administrations telles que l'ACDI ou la BIRD.

Le CIDO adopte une structure tout à fait différente, reflétant son mandat international et son caractère d'organisme non-gouvernemental (ONG). Son conseil d'administration est composé de treize "gouverneurs," (à l'instar du CRDI), dont huit Canadiens et cinq étrangers. Le président, Brian Flemming, est un avocat d'Halifax (où le CIDO a son siège social) spécialisé en droit maritime, et ancien membre de la délégation canadienne à la Conférence sur le Droit de la Mer. Les gouverneurs canadiens comprennent des hommes d'affaires, des spécialistes de l'aide au développement et des experts provenant des diverses disciplines scientifiques touchant aux océans. Ce conseil ne se réunit que deux fois par année, en raison du nombre élevé de gouverneurs et surtout de leur dispersion géographique. Un comité exécutif, composé de quatre gouverneurs canadiens seulement, et présidé par un gouverneur autre que le président du conseil lui-même, peut se réunir selon les besoins, même par conférence téléphonique si nécessaire. Un directeur exécutif est responsable de la gestion quotidienne du CIDO et de ses relations avec l'extérieur. Il siège d'office au conseil des gouverneurs, dont il est le mandataire.

PCAI a deux ans d'avance sur le CIDO au point de vue des réalisations en cours. En 1982, Pétro-Canada a monté ses premiers projets d'envergure au Sénégal, en Gambie, en Tanzanie, en Jamaïque et à la Barbade. L'année dernière, des nouveaux projets sont venus s'ajouter à cette liste en Asie, aux Philippines et en Thaïlande; en Afrique, au Ghana; et en Amérique, à Haïti, et aux îles Sous-le-Vent (Sainte-Lucie, Saint-Vincent et la Grenade). Des projets sont enfin en cours de préparation au Maroc, au Sri Lanka, au Pakistan, et au Honduras.

L'éventail des services d'aide que PCAI peut fournir à un pays importateur de pétrole est très large, quoiqu'il s'applique surtout au stade de la prospection, et non celui de la production pétrolière. Il s'agit d'activités coûteuses comportant un élément de risque très élevé, puisque les chances du succès sont traditionnellement assez réduites à ce stade:

- la collation des données géologiques et géophysiques existantes, afin de déterminer la factibilité d'un projet, ou de procéder à une évaluation compréhensive du potentiel pétrolier d'une région;
- la promotion de ce potentiel auprès de l'industrie pétrolière afin d'attirer de nouveaux investissements dans ce secteur;
- de nouvelles activités d'exploration, telles que les sondages sismiques et le forage, dans des régions où l'industrie est insuffisamment active;
- l'assistance technique dans les domaines où les pays bénéficiaires ressentent un besoin urgent: soit au niveau technique en matière de gestion, d'économie, de droit ou de politique de négociation;
- la formation professionnelle, soit sur le chantier, lors des travaux de prospection, ou dans les laboratoires et les centres d'évaluation à Calgary ou ailleurs.